

République française - Département des Bouches du Rhône - Arrondissement d'Istres Ville de Saint-Mitre-les-Remparts

DECISION DU MAIRE n° 2021/62

Objet : Avenant à la convention de mise à disposition des équipements communaux à l'Association SOUVENIR FRANÇAIS – COMITE SAINT-MITRE / MARTIGUES

Le Maire de la commune de Saint-Mitre-les-Remparts,

VU le Code général des collectivités territoriales ;

VU la délibération n° 2020/11 du 21 juillet 2020 portant délégation de pouvoirs du Conseil municipal à Monsieur le Maire ;

Considérant la demande de l'Association « SOUVENIR FRANÇAIS – COMITE SAINT-MITRE / MARTIGUES » d'utiliser des équipements communaux pour l'exercice de ses activités,

Considérant le protocole édité dans le cadre de l'épidémie COVID-19

DECIDE

Article 1: de conclure avec l'Association SOUVENIR FRANÇAIS – COMITE SAINT-MITRE / MARTIGUES, représentée par son Président, Monsieur Vincent KINDA, un avenant à la convention de mise à disposition d'un local de 35 m² situé au cimetière du Crépon – 13920 Saint-Mitre-les-Remparts à titre gratuit dans les conditions suivantes :

- Du 1^{er} juillet au 31 août 2021

Article 2: Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que la présente décision peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Marseille dans un délai de deux mois à compter de sa réception par le représentant de l'Etat et de sa publication ou de sa notification. Le requérant peut saisir le Tribunal Administratif de Marseille de manière dématérialisée, par le biais de l'application « Télérecours citoyen » accessible depuis le site Internet www.telerecours.fr ».

Article 3: Monsieur le Maire, Monsieur le Directeur Général des Services et Monsieur le Comptable Public sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision dont il sera rendu compte lors du prochain Conseil municipal.

Fait à Saint-Mitre-les-Remparts, le 1^{er} juillet 2021

Acte rendu exécutoire après publication ou notification en date du Le Maire, Vincent GOYET

Accusé de réception en préfecture 013-211300983-20210701-DEC2021-62-CC Date de télétransmission : 07/07/2021 Date de réception préfecture : 07/07/2021